

ECONOMIE

economie.union@sonapresse.com

SEEG : 148,13 milliards de chiffre d'affaires au 3e trimestre 2020

Styve Claudel ONDO MINKO
Libreville/Gabon

SELON la Direction générale de l'économie et de la politique fiscale (DGEPF), le chiffre d'affaires cumulé (eau et électricité) réalisé par la Société d'énergie et d'eau du Gabon (SEEG) les 9 premiers mois de l'année 2020 est de 148,13 milliards de francs. Les activités et les performances financières de l'entreprise ont manifestement enregistré un léger repli, vu que ce résultat était de 152 milliards de francs à la même période en 2019.

Relativement à la branche de l'énergie électrique, celle-ci s'est caractérisée par une évolution mitigée de son activité à fin

septembre 2020. La production nette d'électricité s'étant légèrement améliorée (+0,6 %) à 1 880,8 Gwh, grâce au renforcement des achats auprès de la Société de Patrimoine (+5,78 %). Les ventes facturées ont, en revanche, baissé de 2,7 % à 1 251,1 Gwh sur la période d'analyse, en lien avec la perturbation des activités suite à la pandémie de Covid-19. Aussi, le chiffre d'affaires hors cession a-t-il affiché un repli de 2,5 %, pour un montant de 130 milliards de francs.

Concernant le volet eau, le volume de production cumulée a légèrement reculé de 0,6 % à 88,5 millions de m3, au 30 septembre 2020, en raison d'une saison sèche plus marquée. Sur le plan commercial, les ventes



Photo: MZMI/L'Union

La production nette d'électricité s'est légèrement améliorée à 1 880,8 Gwh.

hors cession ont baissé de 1,5 % à 46,8 millions de m3.

Au demeurant, le chiffre d'affaires

a connu une baisse de 1,9 % à 18,13 milliards de

FCFA, en lien avec le repli des

volumes vendus et de celui du prix moyen du m3 d'eau (-0,4 %).

Crédits bancaires : 1442 milliards de francs distribués en 9 mois

SCOM
Libreville/Gabon

D'APRÈS les données de la Commission bancaire d'Afrique centrale (Cobac), les banques ont accordé 1 442,7 milliards de francs de crédits au 30 septembre 2020, contre 1 630,1 milliards en 2019 à la même période. Situation due essentiellement à la baisse des crédits accordés à l'État et au secteur privé.

Selon l'organe sous-régional de supervision de l'ensemble des établissements de crédit et de microfinance, les crédits octroyés aux administrations publiques ont baissé de 5,1 % à 385,3 milliards de francs à la fin du 3e trimestre 2020. Représentant 26,7 % de l'ensemble des crédits bruts distribués. En glissement annuel, les prêts octroyés au secteur privé ont enregistré une chute de 12,5 %, soit 982,3 milliards de francs. Ce qui équivaut à 68,1 % du total



Photo: DR/L'Union

des crédits, contre 68,9 % en septembre 2019. Les crédits alloués aux entreprises publiques – 0,6 % du total des crédits bruts – ont, quant à eux, régressé de 4,5 % à 8,4 milliards de francs en fin septembre 2020, contre 8,8 milliards en 2019.

On note in fine une baisse des opérations de crédit-bail dont l'encours s'élève à 15,9 milliards de francs en septembre 2020, contre 17,3 milliards un an plus tôt.

IDH : l'économie verte, une solution pour accélérer la croissance

GMNN
Libreville/Gabon

"Le Gabon demeure encore, avec l'île Maurice, l'Afrique du Sud, la Namibie et le Botswana, parmi les rares pays africains ayant un niveau élevé de développement humain", relève Francis James, Représentant-résident du Programme des Nations unies pour le développement (Pnud) au Gabon.

L'organisme onusien vient de publier son rapport annuel, édition 2020. Lequel indique que le Gabon est classé à la 119e place sur 189 pays, avec un indice de 0,703 en 2019 contre 0,613 en 1990, soit une progression de 14,7 %. Le pays recule cependant de quatre places par rapport au classement de 2018. "Pour accélérer sa progression et se retrouver dans la bonne trajectoire, le Gabon devrait viser à accélérer la croissance et à diversifier ses sources, notamment dans les domaines de l'économie verte", oriente l'expert en développement. Et Francis James d'estimer que si on ajuste l'indice annuel



Photo: DR

Francis James, Représentant résident du Pnud au Gabon.

de développement humain – qui mesure la santé, l'éducation et le niveau de vie d'un pays, avec l'inclusion de dioxyde de carbone d'un pays et son empreinte écologique –, des pays comme le Gabon, le Costa Rica et le Panama pourraient améliorer leur classement de manière significative. "Le Gabon a donc un rôle impor-

tant à jouer dans le relèvement de ce défi planétaire, s'il conforte, d'une part, son engagement en faveur du climat et de la nature, et d'autre part, son ambition de devenir un acteur majeur de l'économie verte et de la lutte contre les changements climatiques", conclut le Représentant résident du Pnud.